

PIERRE TARTAKOWSKY,  
président de la LDH

## « C'est la démocratie,


« **A** quoi bon ? » C'est l'émotion d'un élu local du département de la Côte-d'Or. Il vient d'apprendre de la bouche du président de la République – champion de son propre parti – que l'Etat va économiser trois milliards sur la dotation aux collectivités. Secoué, l'homme explique qu'il a le respect de la République et de la parole politique ; mais qu'il s'aperçoit que ce qu'il a pris pour un engagement n'engage que lui. Aurait-il eu tort d'y croire ? Et, dans ce cas, « à quoi bon ? » A quoi bon s'investir dans la vie publique, dans l'engagement civique, à quoi bon discuter, réfléchir, animer si, *in fine*, tout s'effrite sous un coup de rabot gestionnaire ?

Cette interrogation taraude toute la vie publique. Et selon le type de réponse qui lui sera apportée, l'avenir n'aura ni le même profil, ni le même contenu. Car le « à quoi bon ? » interpelle la dimension d'efficacité de la démocratie. A quoi sert en effet de débattre du sens de notre société, de la qualité du vivre ensemble, des enjeux scolaires, de la sécurité sanitaire de notre alimentation, lorsqu'un grand acteur de l'automobile peut impunément mettre son couteau sous la gorge des salariés et des pouvoirs publics, en baptisant sa lame « dialogue social » ? A quoi sert de construire des politiques de solidarité au plan territorial, en direction des demandeurs d'emploi ou de jeunes en déshérence si, au détour d'un voyage en province, ils passent sous la toise d'une austérité décrétée ?


Le désenchantement, le sentiment de frustration et d'abandon qui en résultent sont aussi profonds

qu'aterrants. Non que tout soit détestable dans la pratique gouvernementale. La réforme sur la récidive et l'enfermement, par exemple, met en avant des valeurs novatrices et courageuses. Mais le choix de l'austérité, la conviction forte que les sacrifices à la clé ne sont pas également partagés, la mise en perspective d'une nouvelle réforme des retraites, d'une possible fiscalisation des allocations familiales, les propos mal venus du ministre de l'Intérieur liant mécaniquement colère sociale et désordre public, tout cela explique la descente aux enfers dans les sondages du président de la République et de son Premier ministre. Qui aurait parié, il y a quelques mois encore, qu'il se trouverait une majorité de Français pour préférer l'ancien président de la République à l'actuel ? Qui aurait pensé assister à ces entretiens sophistiqués qui disent que maintenant, c'est plus tard, autour du droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers, autour du non-cumul des mandats, de la réforme constitutionnelle ?

Il ne s'agit pas ici d'une simple et classique cacophonie gouvernementale. Nous vivons une panne stratégique. Entre un volontarisme de façade médiatique, qui fait long feu, et un discours de coopération résignée avec les acteurs politiques que sont les marchés financiers, le gouvernement semble incapable de dégager des choix d'alternatives, des choix qui enthousiasment, fassent adhésion, dynamisent le potentiel de créativité dont le pays est porteur. Dans ce contexte tiède, la tendance lourde l'emporte.



Entre un volontarisme de façade médiatique, qui fait long feu, et un discours de coopération résignée avec les acteurs politiques que sont les marchés financiers, le gouvernement semble incapable de dégager des choix d'alternatives, des choix qui enthousiasment, fassent adhésion, dynamisent le potentiel de créativité dont le pays est porteur.



# stupide! » ❄️

L'absence de visées stratégiques nourrit donc la démobilisation citoyenne. A quoi bon se démener pour obtenir un droit de vote, si ce droit aboutit à n'être pas entendu ? Pour une mixité, une diversité réelles dans les exécutifs locaux et régionaux, si c'est pour ne pas compter ? A quoi bon s'organiser syndicalement si c'est pour être sommé d'appuyer des plans qui n'ont de sociaux qu'un label aussi suspect qu'une lasagne au bœuf ? A quoi bon jouer le jeu si les dés sont pipés et les règles changeantes ?

Au fil de cette litanie – que les forces d'extrême droite ne font pas faute d'entretenir – s'opère une manière de déconstruction du politique, de ses processus d'élaboration et de représentation ; d'une part du fait des replis de tous ordres qu'implique l'idée d'un intérêt général, ramené à une simple fiction ; d'autre part du fait de l'échec des différentes figures de la technocratie installées au gouvernement en Grèce, en Italie... Les récentes élections italiennes sont, à cet égard, une véritable leçon de choses. On y lit à la fois le rejet des champions de l'austérité, fût-elle « sérieuse », un formidable besoin de politique ainsi qu'un chèque en blanc à des candidats, dont le principal mérite semble être de n'avoir aucun rapport avec les pratiques du passé. Car pour ce qui est de leur programme, c'est l'inconnu.

Or, il est rare que le nouveau surgisse *ex nihilo*. Le pouvoir, en politique, a plus d'un tour dans son sac et sait adopter bien

des visages, les plus gracieux n'étant pas fatalement les plus dignes de confiance. Les mois qui viennent diront s'il faut se réjouir ou s'inquiéter de ce résultat, qui pourrait bien à tout le moins participer d'un grand malentendu.

Dans cette séquence historique particulière, la démocratie n'est pas l'évidence dont on lui donne les apparences, elle est à redéfinir, en urgence. Elle constitue, de fait, un enjeu. Simple règle du jeu, ramené à une seule dimension de modalité, elle est aujourd'hui en panne, à bien des égards. Les défis contemporains appellent qu'on l'investisse de sa vraie nature, celle d'une finalité, passant par la définition de l'intérêt général, par une représentativité pleine, entière et ouverte aux débats, acceptant les contradictions sociales et faisant des choix. Cela suppose le courage politique d'affronter cet adversaire « [...] *sans nom et sans visage, sans parti* [...], qui ne présentera jamais sa candidature », que fustigeait le candidat François Hollande dans son discours du Bourget. Le vote écrasant du Parlement européen remettant en cause l'accord budgétaire passé entre eux par les gouvernements constitue-t-il une rupture, à cet égard ? C'est en tout cas le signe que la réflexion chemine. Il y a urgence. ●

\* En référence à la phrase de James Carville, conseiller de Bill Clinton, « *It's the economy, stupid!* », adoptée par le candidat démocrate lors de sa campagne victorieuse de 1992 contre G. Bush.